



FACE À LA BOURGEOISIE, RIPOSTE POPULAIRE !

Le 9 juin dernier, arguant qu'il y a urgence à clarifier les positions, Emmanuel Macron annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Une fois l'élection passée, tout à coup l'urgence disparaît et la nomination d'un nouveau gouvernement peut attendre...

DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET RÉACTIONNAIRE

Macron est le digne représentant de cette bourgeoisie qui veut bien de la démocratie, mais uniquement si les gens sont « raisonnables »... de son point de vue, bien sûr. Maintenant que le résultat ne lui plaît pas, Macron ressort sa casquette de président autoritaire paillasson de l'extrême-droite.

Enfin, ce 5 septembre il nomme Michel Barnier membre du parti LR qui n'a pas participé au « front républicain » et avec un long passif politique réactionnaire, le plus à droite avant la coalition du RN et espérant la bienveillance et l'aval de celle-ci. À peine nommé il axe ses priorités autour de la maîtrise de l'immigration ; rappelons aussi que quand il était candidat aux primaires de la droite il avait repris un vieil axe du RN à savoir la suppression de l'AME et le renforcement des contrôles aux frontières.

Derrière ce cirque tragique, il s'agit bien de continuer la même politique au service du capital, peu importe les mobilisations contre la réforme des retraites, contre les violences policières et les meurtres racistes ou les résultats des élections. Le Medef, par la voix de son patron Patrick Martin, a d'ailleurs été on ne peut plus clair lors de son université d'été, le 26 août : il faut poursuivre la même politique économique.

Le signal est fort : pour la bourgeoisie ce qui compte, c'est la perpétuation du système économique, social et politique qui lui profite à tous points de vue.

Alors, un programme réformiste comme celui du NFP, proposant timidement quelques avancées sociales, avec ses perspectives de réforme fiscale, l'abrogation de la dernière loi sur les retraites et l'augmentation des salaires, est déjà considéré comme suffisamment insupportable pour être toléré.

Le 25 juillet dernier, Macron invite un parterre de patrons à l'Élysée pour les rassurer : rien ne va changer.

L'EXPLOITATION ET L'OPPRESSION POUR SEULS HORIZONS

Deux jours auparavant, dans une interview lunaire, le même Macron a non seulement assumé de balayer d'un revers de main le résultat des élections législatives mais il a tranquillement considéré que le message envoyé par les électeurs est de continuer la même politique en allant plus fort et plus loin. Ce dernier va même jusqu'à dessiner le futur programme politique que le ou la candidate au poste de premier ministre se devra d'appliquer pour espérer être nommé :

- ★ toujours plus de répression sécuritaire (en promettant des « réponses plus fermes » pour la justice des mineurs) pour faire plaisir à l'extrême-droite ou la droite extrême
- ★ des travailleur·euses qui ne travailleraient pas assez et seraient trop souvent malades (hors de question donc de revenir sur la réforme des retraites ou de réduire le temps de travail mais au contraire de poursuivre la casse du système social tout en déniaient le mal-être au travail)

★ continuer de favoriser la « compétitivité » et « l'attractivité » c'est-à-dire gaver les entreprises d'aides publiques (plus de 160 milliards d'aides publiques par an)

★ accélérer la casse des services publics appelé en novlangue managériale : « débureaucratiser »

Le « pacte d'action » proposé le 13 août dernier par Gabriel Attal pour gouverner avec LR se situe dans cette lignée en promettant toujours plus d'austérité budgétaire pour les services publics, toujours plus de moyens pour une politique sécuritaire et liberticide. La « défense » du « pouvoir d'achat » consiste en de nouvelles exonérations de cotisations sociales pour rapprocher le salaire net du salaire brut, en un mot : la baisse de nos salaires réels en attaquant la Sécurité Sociale.

FACE À CETTE MASCARADE, QUE FAIRE ?

Avec ces vils calculs politiques, la bourgeoisie nous fait prendre des risques inconsidérés face à l'extrême droite qui est toujours prête à tirer les fruits de la désespérance et de l'impuissance populaire.

Pourtant le pire n'est pas encore écrit. Il ne tient qu'à nous et à l'ensemble des travailleur·euses de ce pays de déjouer la politique du pire que nous promet Macron et qui ne peut désormais que nous amener au fascisme à court terme.

Face à l'extrême-droite et ses alliés, il nous faut, en tant que travailleur·euses, retrouver une force collective autonome pour nous défendre.

Nous avons besoin d'un rapport de force en faveur du monde du travail et pour cela notamment d'organisations de travailleur·euses fortes, capables de défendre nos intérêts face aux attaques de nos droits et de nos libertés.

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS !

Dans le programme électoral du Front Populaire de 1936, il n'y avait ni les congés payés, ni la semaine de 40h. Ce qui a fait plier les patrons, la bourgeoisie et la coalition de l'époque, c'est l'action de la classe ouvrière et en particulier les grèves et les occupations d'usine.

Cela nous montre qu'il est essentiel de compter avant tout sur nous-mêmes, de construire nos propres organisations, nos propres revendications afin que concrètement nous puissions nous défendre.

Nous avons besoin d'un mouvement de grève d'ampleur susceptible de remettre en cause la dictature actuelle du capital et de faire plier l'arrogance et le mépris de Macron et de la classe qui le porte. Il nous appartient de le construire.

Face au fascisme, porteur d'un ordre mortifère, et au néo-libéralisme qui brise nos acquis, le combat sera âpre. Alors menons-le !

Organisons-nous, poussons sur le terrain social et syndical pour nos droits et libertés !

**Ensemble faisons émerger un projet de société en rupture avec le capitalisme
qui nous mène dans une impasse !**

**LE PREMIER OCTOBRE
TOU·TES EN GRÈVE
ET DANS LA RUE**